



La lettre de « L'Express »

VENDREDI, Noël ?

Allons donc !... Noël est l'anniversaire de Dieu. Certains peuvent l'entendre autrement, et se réjouir seulement de donner ou de recevoir des présents à date fixe... Alors, pourquoi pas le 25 décembre ?...

Mais ceux qui, au nom de la foi chrétienne, prétendent cette semaine célébrer la naissance du Seigneur, comment s'arrangeront-ils de l'avoir d'abord crucifié ? « Car, en vérité, je vous le dis, c'est à moi-même que vous l'avez fait... »

Plaise à leur confesseur de les absoudre. Les coupables ne sont peut-être pas ceux que l'on croit.

S'il existe aujourd'hui des cours de « torture humaine », si quatre officiers, interrogés la semaine dernière par « Témoignage chrétien », peuvent déclarer qu'on leur a donné « droit à l'eau et à l'électricité », que l'on peut « tout se permettre », que l'alternative devant laquelle se trouvent les jeunes gens du contingent est la suivante : mettre sa conscience temporairement en veilleuse et se pervertir, ou bien dire non et se faire broyer par la machine ; si l'un d'eux ose déclarer :

« A mon avis (et c'est peut-être grave ce que je vais dire), je crois que la responsabilité collective de l'armée d'Algérie est engagée dans le problème des tortures » ;

Si de tels propos peuvent aujourd'hui être publiés, diffusés, lus, sans soulever la stupeur des uns et la fureur des autres ; si, en un mot, la torture est entrée dans nos mœurs au point que ceux qui la pratiquent, l'ordonnent ou la tolèrent, ne craignent même plus d'en être accusés, à qui la faute ?

SOUVENEZ-VOUS. C'était en avril 1957.

Les premiers témoignages sur ce que l'on appelait alors pudiquement les « bavures » commençaient à surgir. Le général de Bollardière demandait, en guise de protestation, à être relevé de son commandement. M. Guy Mollet gouvernait la France, M. René Coty, chef des armées, la présidait.

Qui fut blâmé ? Qui fut inculpé ? Qui fut accusé de démolir l'Armée ? Contre qui la presse, dans son ensemble, demanda-t-elle des sanctions et souleva-t-elle l'indignation de ses lecteurs ? A quelles fins fut créée la Commission de sauvegarde ?

« Elle n'aura pas seulement à connaître de l'éventuelle

réalité des abus signalés mais aussi du caractère calomnieux de certaines informations. » (Communiqué publié à l'issue du Conseil des ministres, le 5 avril 1957.)

Les coupables étaient en même temps désignés à l'attention publique. « Chers professeurs », selon M. Bourguès-Maunoury, « exhibitionnistes du cœur et de l'intelligence », selon M. Lacoste...

Quant aux tortionnaires un instant alertés, ils surent bientôt qu'ils pouvaient torturer tranquilles. Ils avaient l'indulgence, sinon la caution, du gouvernement français et il faut bien le dire puisque c'est vrai, de l'immense majorité de la presse française.

Cependant, M. Mollet déclarait que les exactions pouvaient se compter sur les doigts de la main... Bien qu'il n'ait jamais vu large, ce n'était pas entièrement faux. Et peut-être aurait-il suffi que cette main fût coupée pour que la gangrène ne gagnât pas le bras. L'opération ne fut même pas envisagée.

ENFIN, de Gaulle vint, et en son nom

M. Malraux nous assura que les choses allaient changer. Mieux : qu'elles avaient changé.

Bien qu'il ait toujours vu large, ce n'était pas entièrement faux. Il semble bien qu'il y ait eu un temps d'arrêt et que l'on ait craint un moment, là-bas, d'avoir à rendre à la V les comptes de la IV.

Quelques exemples auraient peut-être suffi pour que la gangrène qui, déjà, rongeaient le corps, n'atteigne pas la tête.

Aujourd'hui, c'est fait. En doutez-vous ? Lisez le document de « Témoignage chrétien » (1) et ce terrible aveu de l'un des jeunes hommes interrogés : « A ma connaissance, aucun officier ne peut obtenir de sanction contre eux ». Eux : ceux qui pillent, ceux qui incendient, ceux qui violent, ceux qui mettent du bougnoul à la broche pour Noël comme d'autres mettent de la dinde : histoire de passer un bon moment.

Eux qui sont nos frères, nos fils, nos amis, eux dont nous avons permis qu'ils deviennent des enfants perdus.

Françoise Girod.

(1) 49, Faubourg Poissonnière. Document accompagnant le numéro du 17 décembre.

Ni rien faire contre une injustice, c'est être complice.

Nous pourriez-vous, dans votre journal, guider, rassembler, conseiller les gens comme moi qui ne sont ni écrivains, ni journalistes, ni orateurs, simplement des consciences propres qui voudraient éviter l'enlèvement qui nous menace ?

C. DE JAEGER, Paris.

L'Eglise et le capital

L'affirmation du R.P. Ducos selon laquelle « l'Eglise n'est pas l'alliée du capitalisme » ne convaincra que ceux qui tiennent à être convaincus ou ceux qui sont insuffisamment informés. Personne n'ignore, en effet, que le Vatican est une des principales puissances financières du monde, sinon la principale. En contrôlant la majeure partie ou même la totalité de nombreuses sociétés industrielles, commerciales ou bancaires, l'Eglise participe au capitalisme. Elle ne peut donc en souhaiter la disparition, puisqu'elle en tire profit. Ce ne sont pas quelques milliers de prêtres comme le Révérend Père Ducos qui arriveront à « blanchir » la hiérarchie capitaliste de l'Eglise. Celle-ci utilise à des fins de propagande leur travail désintéressé, elle en tire parti et ils constituent sa caution morale, son alibi, son paravent. Ainsi, animés des meilleures intentions du monde, ces prêtres contribuent à entretenir l'équivoque, si équivoque il peut y avoir.

JACQUES BARDIN, ancien responsable local de la J.E.C. (Alpes-Maritimes).

M. Mauriac et le champagne !

Je lis dans le dernier numéro de « L'Express », votre article relatif aux bouilliers de cru...

Vous accusez un certain nombre de parlementaires de faire de la démagogie, je pense plutôt que c'est vous, enfermé dans votre « tour d'ivoire » à Paris, qui ne comprenez rien à nos problèmes et qui, avec M. François Mauriac, vous plaisez à critiquer les provinces françaises.

Je viens de parler de M. François Mauriac qui, dans le même numéro, s'attaque à ce problème et félicite MM. Paul Reynaud et Claudius-Petit de l'attitude qu'ils ont prise.

Comme par hasard, l'article de M. Mauriac est suivi d'un quart de page de publicité (payante, je le pense) en faveur d'une marque de champagne.

Bien entendu, les bouilliers de cru de nos provinces, que je connais bien, puisque je suis né dans un village où il y en a un certain nombre, n'ont pas toujours la possibilité de s'offrir le champagne que leur recommande « L'Express ».

P.S. Je pense qu'il est préférable de boire une mirabelle convenable distillée par un paysan qui connaît son métier,

que de l'eau de vie provenant de certaines grandes distilleries et qui est certainement frelatée. Je préfère, en effet, défendre ce qui est véritablement un produit du terroir que l'alcool artificiel ; le producteur que le trafiquant.

RAYMOND MONDON, Député-Maire de Metz.

La marine à Fréjus

Tâche de savoir ce qu'ont fait les trois bâtiments de la Marine nationale E/E « D'Estrées », le « Gascon » et le « Normand » dans la nuit de la catastrophe de Fréjus.

Vous apprendrez que seul le « D'Estrées » s'est contenté de braquer trois projecteurs sur Saint-Raphaël pour « éclairer la ville qui se trouvait dans le noir à la suite d'un barrage qui avait sauté ». Mais vous apprendrez aussi que, malgré les messages envoyés au « D'Estrées » réclamant aide et assistance, aucune initiative ne fut prise pour se porter au secours des malheureux, que pas un seul marin ne fut débarqué sur les lieux du sinistre.

(...) Vous apprendrez que les équipages du « D'Estrées », du « Gascon » et du « Normand » réunis représentent 600 hommes, 600 qui auraient pu se trouver rapidement sur les lieux du sinistre et réduire de moitié le nombre des victimes de Fréjus-Saint-Raphaël, dont beaucoup ont été emportées vers le large.

M. G., à bord du « D'Estrées ».

[Nous avons interrogé aussitôt, sur cette lettre, le ministère des Armées « Marine » qui nous a fait la réponse suivante :

« De nuit, il était impossible de se rendre compte de la catastrophe de l'endroit où étaient mouillés, à l'issue d'une journée d'exercices, les escorteurs le « Gascon », le « Normand » et le « D'Estrées ». « Peu après l'extinction des feux sur le littoral, une demande d'éclairage du front de mer aux environs de la base aéronautique navale, sans aucun commentaire, fut reçue et satisfaite aussitôt par les bâtiments, le « D'Estrées » étant d'ailleurs le seul à posséder un projecteur d'éclairage.

« Toutefois, dès qu'ils furent à nouveau allumés et, pour la première fois, informés par la B.A.N., et bien qu'aucune demande d'aide et d'assistance n'ait été reçue par les escorteurs, ils firent effectuer, dans le courant de la nuit, des patrouilles systématiques du plan d'eau par embarcations, patrouilles prolongées vers le large par le « Normand » et qui avaient pour objet d'explorer le rivaage et de recueillir les survivants qui auraient pu s'accrocher à des épaves et être entraînés vers la mer. Cette intervention des bâtiments s'est

manifestée là où elle pouvait être le plus utile ; elle a constitué les premiers secours mis en œuvre devant la côte, mais n'a malheureusement obtenu aucun résultat.

Il y a lieu de considérer que, à terre, dans les minutes qui ont suivi la catastrophe, le millier de marins de la B.A.N. de Saint-Raphaël, eux-mêmes miraculeusement épargnés, se sont immédiatement transformés en sauveteurs dans les conditions que l'on sait, se réservant de faire appel aux unités embarquées à bord des bâtiments si l'intervention à terre de ces derniers s'avérait nécessaire. Nul mieux que le personnel de la base, en liaison avec les autorités civiles et la gendarmerie, n'était à même de juger de la situation. »

L'Espagne silencieuse

Au moment où le président Eisenhower va se rendre en visite à Madrid, nous voudrions exprimer, au nom de l'Espagne silencieuse, notre tristesse à l'idée que ce voyage puisse être interprété comme un acte de résignation au régime illégal qui fut imposé à l'Espagne il y a vingt ans, sans le consentement de son peuple et avec l'intervention armée de Hitler et de Mussolini.

Nous ne pouvons oublier tous nos camarades morts en terre étrangère luttant courageusement avec les troupes des généraux Eisenhower, de Gaulle, Leclerc ou Montgomery, les 10.000 républicains espagnols qui sont morts dans les camps de concentration nazis et les 25.000 combattants espagnols tombés de Narvik au Vercors, de El Alamein à Paris, dans les rangs alliés.

Nous admettons difficilement qu'il soit indispensable, pour la sauvegarde des valeurs humaines de renforcer le pouvoir de ce seul vestige des promoteurs d'une guerre mondiale qui a ensanglanté l'Europe.

S'écroulera-t-on que notre amertume soit si profonde ?

F.N. R.M. M.L. A.G. Républicains espagnols.

La mort d'Antonin Artaud

Dans son « Bloc-Notes » du 27 novembre 1959, M. François Mauriac déclare avoir lu de la première à la dernière ligne un numéro de « La Tour de Feu » Antonin Artaud. Il est dommage que M. François Mauriac, sans plus ample informé, ait tenu pour exactes, et répété, des assertions, injurieuses pour les amis d'Antonin Artaud, et fort éloignées de la vérité.

Découvrir un Antonin Artaud converti à Rodez est une révélation pour M. François Mauriac. Pourtant la circonspection est de règle en la matière, et il est surprenant que l'opinion émise à ce sujet par le docteur Ferrière, dans ce même numéro de « La Tour de Feu », ait

échappé à son attention : « Les convictions religieuses d'Artaud variaient chaque semaine, ou chaque jour. Ils me font sourire, ceux qui en discutent savamment à perte de vue. Avant de prendre la plume et d'échafauder leur propre thèse, ils feraient bien de se renseigner auprès de l'aumônier de Rodez : le pauvre homme ne savait jamais s'il traitait le poète recueilli à tous ses offices ou s'il serait injurié par lui dans les galeries de l'établissement. »

Ce que « Les amis » et les lecteurs d'Antonin Artaud savaient, c'est qu'en 1945, à Rodez même, Antonin Artaud rejetait avec horreur toute idée de christianisme : « J'ai eu l'imbécillité de dire que je m'étais converti à Jésus-Christ, alors que le Christ est ce que j'ai toujours le plus abominé... » (Voyage au pays des Tarahumaras. Collection « L'Age d'Or », p. 37.)

De cette époque jusqu'à sa mort, jamais Antonin Artaud ne varia de sentiment à ce propos. Sa dernière œuvre n'est-elle pas d'ailleurs « Pour en finir avec le jugement de Dieu » ? Qu'Antonin Artaud ait communiqué à Rodez, nul ne songe à le nier, mais cela ne devrait pas autoriser M. Mauriac à en conclure que : ramené à Paris, l'intoxication et la folie le conduisirent, en dix-huit mois, à l'asile d'Ivry, et à une misérable mort.

Il y a là plusieurs maquignonnages graves à la vérité :

1) Ce n'est ni l'intoxication ni la folie qui conduisirent Antonin Artaud à la mort. Sa sortie définitive de l'asile de Rodez avait pu être signée par le docteur Ferrière, grâce à « ses amis », qui étaient parvenus à réunir les fonds nécessaires à sa subsistance. Et c'est durant ces dix-huit mois qu'il écrivit ces œuvres admirables : Van Gogh, Artaud le Momo, Cigot précédé de La Culture indienne, Suppôts et Supplications, Pour en finir avec le jugement de Dieu.

Antonin Artaud était atteint d'un cancer du rectum, jugé inopérable par un praticien des plus éminents, « Les amis » d'Antonin Artaud, qui l'avaient amené consulter à la Salpêtrière, lui dissimulèrent la gravité de son état. C'est à dater de ce moment-là que l'opium lui fut régulièrement et médicalement administré, comme à tout malade qu'un cancer torture :

2) Antonin Artaud n'est pas mort à l'asile d'Ivry, mais dans une maison de santé privée, celle du docteur Delmas, à Ivry, où il vivait, de son plein gré, depuis sa sortie de l'asile de Rodez, et où il avait exigé de demeurer, malgré l'insistance de ses amis, qui lui avaient proposé de le loger dans un hôtel à Paris.

Les amis d'Antonin Artaud viennent de se constituer en association dans le but de défendre son œuvre, émus par la censure exercée par les ayants droit qui avaient manifesté la volonté de supprimer du tome I de ses « Œuvres complètes » des textes ou fragments de textes, même s'ils avaient été précédemment publiés dans « La Révolution surréaliste », par exemple, et qui ont obtenu pour finir la suppression de textes capitaux : l'Adresse au Pape, l'Adresse au Dalai-Lama, et la Lettre de M. Claude Gauthier qui les accompagnait, textes écrits par Antonin Artaud en 1946, sous une forme nouvelle, spécialement pour ce tome I.

L'Association des Amis de l'Œuvre d'Antonin Artaud (président d'honneur : M. Georges Braque ; président : M. Michel Leiris) qui compte déjà près de cent trente membres, trouve légitime que la réalité des faits soit établie et s'élève contre toute interprétation unilatérale ou intéressée d'une œuvre, et d'un comportement qui doivent être appréciés selon une règle générale dans leur évolution chronologique.

Le Conseil d'Administration de l'Association des Amis de l'Œuvre d'Antonin Artaud, 7, rue Bernard-Palissy (Paris-6^e).

Pas de publicité

M. Michel Magne, compositeur de musique tachiste, est mécontent des quelques lignes que Michele Manceaux a consacrées à sa dernière apparition publique.

Il tient à préciser qu'il n'a jamais cherché la publicité. Dont acte.

Le réseau Fournier

● A l'attention des lecteurs des Bouches-du-Rhône.

Un groupe de travail des Amis de « L'Express » de la région marseillaise vient de se constituer. Les responsables sont :

M. Bernard MILLIARD, 9, impasse Maria, Marseille (8^e). — M. Christian PONS, 8 B, rue Bienvenue, Marseille (8^e).

Carrière nouvelle DEBOUCHES INSOUPÇONNÉES

GRAPHO-MORPHO-PSYCHOLOGUE diplômé

Cours individualisés par correspondance. A titre documentaire, OFFRE POUR UNE ETUDE GRATUITE de votre caractère et de votre personnalité

I.C.H. PSYCHOTECHNIQUE (serv. EX) - 15, rue des Chats-Bossus, à LILLE Joindre six timbres pour frais